

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

DES 17, 18 ET 19 MAI 2014

N° 17.897

**Dimanche les européennes, un seul bulletin pour continuer le combat**

## **Younous Omarjee et l'Union des Outremer Pour une grande victoire dimanche des Réunionnais et des Outremer**



**E**lections européennes: à Saint-Paul comme partout dans l'île, les militants se mobilisent pour assurer la victoire la plus large de l'Union pour les Outremer conduite par Younous Omarjee.

Ce vendredi, c'est jour de marché forain à Saint-Paul, ville de plus de 100.000 habitants. C'est la seconde ville en terme de population à La Réunion. Nul doute que son résultat aura donc une influence à ne pas négliger dans le décompte final des Européennes de dimanche.

C'est pourquoi la Section PCR de Saint-Paul ne cesse d'élargir son action pour mobiliser afin d'assurer le succès le plus large à la liste de l'Union pour les Outremer conduite par Younous Omarjee.

Ce matin, après un bref passage à côté du marché forain, les militants ont concentré leur action dans les rues adjacentes du centre ville. C'est jour de grande affluence, et les camarades ne ménagent pas leurs efforts pour convaincre la population et mener la campagne d'explication.

**Vendredi dans les rues de Saint-Paul.**

### Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)  
EMAIL PUBLICITÉ : [pub.tem@orange.fr](mailto:pub.tem@orange.fr)

## Édito

## L'Europe séquestrée ?

Aux Etats Unis, une jeune femme âgée de 25 ans a raconté à la police comment elle a été kidnappée, séquestrée durant 10 ans, violée et contrainte au mariage par son bourreau. Elle n'était qu'une adolescente de 15 ans quand elle avait disparu. Son histoire rejoint celle de trois autres jeunes filles attrapées et retenues en captivité durant 10 ans par un homme. Dans les 2 cas, il a fallu aux victimes une sacrée dose de courage et persévérance pour survivre à leurs dangereux agresseurs. Toujours en Amérique, il y a 3 semaines, une histoire sordide a fait le tour du monde: un homme condamné à mourir par une injection de produit létal a mis 43 minutes avant de finir par succomber d'un infarctus! Cette exécution ratée relance le débat sur la peine de mort et ses conditions de traitement final. Au total, en 2013, aux Etats Unis, trente huit personnes ont été exécutées.



C'est avec ce pays à la mentalité particulièrement barbare que l'Union Européenne s'appête à signer des accords de libre-échanges économiques. Les élections qui auront lieu ce dimanche peuvent servir à sanctionner les candidats qui soutiennent cette initiative qui va à l'encontre des valeurs fondamentales de l'Europe où la peine de mort a été abolie. On apprend même qu'on y paye un billet pour pouvoir assister à une mise à mort.

Les électrices et les électeurs savent que c'est en leur nom que des responsables politiques européens s'engagent dans cette voie où le plus fort écrase le plus faible et le contraint à disparaître. Les événements relatés ci-dessus nous commandent d'être très vigilants pour que l'Europe ne soit pas séquestrée.

J.B.

## Toujours de trop lourdes procédures pour nos voisins

## Visas : à quand la réciprocité avec les pays de la COI ?

**Q**uand un Réunionnais se rend à Madagascar ou aux Comores, il peut acheter un visa à son arrivée à l'aéroport. Cette réciprocité est un minimum pour les Malgaches et les Comoriens qui veulent venir à La Réunion. L'objectif étant la libre circulation de tous les habitants de la COI à l'intérieur des pays de notre organisation régionale.

À quelques heures de la fin de la campagne des européennes, un nouveau sujet a fait irruption dans le débat. Force est de constater que la candidature poussée par Objectif Réunion ne décolle pas auprès de l'UMP. Une des manœuvres de dernière minute choisie par Didier Robert est de récupérer à son compte une mesure du gouvernement sur l'assouplissement de l'attribution des visas pour les touristes chinois. Se sentant apparemment dépossédés, les socialistes réagissent par la voix du député Vlody dans un communiqué. Puis une ministre arrive à la rescousse, annonçant que les Indiens sont aussi concernés par cette mesure.

Certes, il est intéressant de constater que les conditions de circulation s'améliorent. Mais les bénéficiaires potentiels de cette mesure ne manqueront pas de sourire en voyant le niveau du débat.

La question de la libre circulation est pourtant essentielle. À La Réunion, tous les ressortissants de 28 pays situés à 10 000 kilomètres de La Réunion peuvent entrer dans notre île sans visa, mais le même droit est refusé à nos voisins de Madagascar et des Comores notamment. Une telle injustice doit cesser, d'autant plus que les Réunionnais souhaitant se rendre à Madagascar peuvent acheter un visa à l'aéroport sans avoir à présenter

toutes les preuves demandées aux Malgaches qui veulent venir pour le même motif à La Réunion. Autrement dit, la réciprocité doit s'appliquer. La Réunion fait partie d'une organisation internationale, la Commission de l'océan Indien. C'est pourquoi les ressortissants des pays membres doivent avoir le droit de circuler sans entrave à l'intérieur de la COI. C'est déjà le cas pour les Européens qui viennent à La Réunion, ce qui montre bien qu'une telle mesure de bon sens peut s'appliquer pour tous les habitants de la COI.

M.M.

## 17 cas dont 10 autochtones dans notre île

## La dengue circule à La Réunion

**C**omme le paludisme et le chikungunya, la dengue est un virus transmis par des moustiques. Cette maladie est de retour, ce qui rappelle à ceux qui l'avait oublié que La Réunion est une île tropicale avec des spécificités climatiques et sanitaires différentes de l'Europe.



Attention aux piqûres de moustique, cet insecte transmet le virus de la dengue.

Le dernier point épidémiologique diffusé par l'Agence régionale de Santé océan Indien annonce 17 cas de dengue depuis le début de l'année à La Réunion: 7 importés et 10 autochtones dont 5 depuis le 24 avril. La dengue circule, et pour ne pas qu'une épidémie se déclenche, des mesures sont nécessaires.

L'ARS note qu'à Saint-Gilles, La Possession, Bellemène et Saint-Pierre, des chaînes de transmission ont été identifiées. Des soupçons se portent aussi

sur Saint-Leu.

En conséquence, l'ARS mène des opérations de démoustication, avec avertissement préalable de la population pour les épandages nocturnes. C'est l'occasion pour l'autorité sanitaire de rappeler quelques mesures de prévention. Tout d'abord, lutter contre les larves en éliminant les eaux stagnantes. Ensuite, ne pas laisser des déchets s'accumuler car ils peuvent être des gîtes larvaires. Enfin, l'ARS appelle à se protéger des piqûres de

moustiques, en particulier dans les secteurs où le virus circule.

Il est donc important de circonscrire dès maintenant tout risque de propagation du virus. C'est possible tant que chacun a conscience qu'il vit sur une île tropicale susceptible d'être la cible de maladies transmises par les moustiques. Le précédent du chikungunya en 2006 rappelle que le risque de catastrophe est toujours présent sous nos latitudes.

## Vote prévu dimanche 25 mai

# Climat incertain pour la présidentielle en Ukraine

**A** la veille de l'élection présidentielle, l'Ukraine connaît une montée de la violence dans l'est du pays. Les soldats ukrainiens ont fait face, le 22 mai, à d'importantes pertes militaires depuis le début de l'opération visant à reprendre le contrôle de l'Est aux mains des séparatistes prorusses.

Près de 17 soldats ukrainiens ont été tués dans des attaques menées par des militants prorusses, près de Volnovakha, dans la région de Donetsk. L'opération lancée le 13 avril était destinée reprendre le contrôle des régions de Lougansk et de Donetsk, sous le contrôle des séparatistes. Ces derniers ont proclamé leur souveraineté après des référendums d'indépendance.

### Une accalmie de courte durée

Depuis plusieurs jours, la situation dans l'Est du pays semblait se stabiliser, après les violences en début de semaine qui ont fait un mort côté ukrainien. Les Nations Unies avaient dénombré au moins 127 personnes (militaires ukrainiens, séparatistes prorusses, civils), décédées dans les «violents affrontements» entre le 13 avril et le 16 mai. Le président par intérim, Olexandre Tourtchinov, a déclaré lors de sa visite près de Sloviansk que les habitants «commencent à comprendre que les terroristes séparatistes mènent la région à un gouffre». Un avis partagé par un haut gradé interrogé par Le Monde, pour qui «la majorité des gens étaient favorables aux rebelles au début. Mais depuis, ils sèment la terreur dans la région, et leur image s'est dégradée auprès de la population. D'autant plus que des criminels ont aussi pris les armes et se réclament des séparatistes. Ce qu'ils veulent, c'est recréer le chaos des années 1990».

De son côté, le président russe Vladimir Poutine, la crise en Ukraine «est née parce que (le président ukrainien (Viktor, ndlr) Ianoukovitch a repoussé l'accord d'association avec l'Union européenne. Un coup d'Etat a suivi, soutenu par nos amis américains, et au final, c'est le chaos et une véritable guerre civile». Le président a ajouté que «selon la Constitution il ne peut y avoir d'élection car le président Ianoukovitch (...) est le président en exercice», cependant, il a assuré vouloir que «le calme revienne», promettant de «respecter le choix du peuple ukrainien» et de travailler avec les nouvelles autorités.

### Des élections sous tension

Les élections présidentielles auront lieu ce 25 mai, et pour assurer le bon déroulement du scrutin, Kiev a annoncé le déploiement de 55.000 policiers et 20.000 volontaires. Malgré ce déploiement, les séparatistes de Lougansk et de Donetsk ont annoncé qu'ils allaient empêcher le déroulement du scrutin dans l'Est, où près de 2 millions d'électeurs sont appelés à voter.

Le chef du conseil de sécurité nationale et de défense, Andri Paroubiyi, a reconnu devant les médias du monde entier qu'il «y aurait des problèmes» dans l'organisation du scrutin dans les chefs-lieux régionaux de Donetsk et de Lougansk et à Sloviansk, centre des insurgés. «Sept observateurs du Luxembourg ont été



Plusieurs régions de l'Ukraine se sont émancipées de l'autorité de Kiev.

envoyés en Ukraine, mardi matin. Ils se sont dispersés un peu partout dans le pays et veillent à ce que tout se déroule dans les règles», a expliqué Armand Muno, chargé des missions d'observation électorale au ministère des affaires étrangères, L'Essentiel.

Ces observateurs seront encadrés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), tenus à la confidentialité, ils s'exprimeront trois à quatre jours après le scrutin. Une vingtaine de personnes ont porté leur candidature à l'élection, cependant quatre personnalités ressortent: Petro Poro-

chenko, Ioulia Timochenko, Serhiy Tigipko et Mykhaïlo Dobkin.

Le favori est le milliardaire Petro Porochenko, crédité de 53,2% des intentions de vote, contre 10% pour l'ancienne Première ministre, Ioulia Timochenko. Egérie des Ukrainiens et de la Révolution Orange de 2004, elle représenterait les intrigues contre lesquelles les Ukrainiens se sont battus. L'indépendant, Serhiy Tigipko est crédité de près de 9 % des intentions de votes contre 5% pour Mykhaïlo Dobkin, proche du président déchu.

Céline Tabou

## Face aux prévisions de l'UNÉDIC

# Le gouvernement socialiste minimise le chômage

**L'**UNÉDIC, organisme paritaire gérant l'assurance chômage, a annoncé, le 22 mai, une hausse de plus de 100.000 demandeurs d'emploi sans activité en 2014 et + 60.000 en 2015. Des chiffres alarmants décriés par le ministre du Travail, François Rebsamen, qui a pointé du doigt des chiffres «souvent pessimistes».

En dépit d'une amélioration de sa trésorerie, l'Unedic a indiqué que les 103.200 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaires en 2014 et les 60.000 prévus en 2015 pourraient peser sur son budget. Pour François Rebsamen, sur BFM, «l'UNÉDIC révisé ses chiffres tous les trois mois», raillant les données, ce dernier a précisé que «l'an dernier, il prévoyait en janvier un taux de chômage de 11% fin 2013, on a fini à 9,8%».

### Les prévisions de l'UNÉDIC «pessimistes»

L'axe prité par le ministre vise à positiver les mesures engagées par le gouvernement en décrédibilisant les données des organismes, qui devait inverser la courbe du chômage en début d'année.

«Cette année en janvier, l'UNÉDIC a prévu 10,7% fin 2014, on n'est plus à 10,7% mais à 10,1%», a poursuivi le ministre du Travail, jugeant que «les prévisions de l'UNÉDIC sont depuis deux ans souvent pessimistes et révisées à la hausse».

A l'instar de son prédécesseur Michel Sapin, François Rebsamen «n'a pas hésité cette fois-ci à utiliser un argument qui frise la mauvaise foi pour déminer les sombres prévisions de l'Unedic», ont indiqué les observateurs politique et économique. Pourtant, le régime d'assurance-chômage est probablement l'un des organismes les plus fiables en matière de prévision sur le nombre de demandeurs d'emploi. En janvier 2013, l'Unedic prévoyait 185.500 chômeurs de plus inscrit en catégorie A sur les listes de Pôle emploi et + 274.300 en A, B et C.

A la même période, le gouvernement assuré l'inversion de la courbe du chômage. Une inversion qui ne s'est pas réalisée, pire + 177.800 s'étaient inscrits en A et + 277.700 en A, B et C, selon les données de Pôle emploi et du ministère du Travail lui-même. Soit, à 7700 près en A et 3.400 en A, B et C, que prévu par l'Unedic.

### Une inversion du chômage incertaine

Le ministre a indiqué que «la situation financière de l'UNÉDIC va s'améliorer grâce aux décisions qui ont été prises à travers (la convention d') assurance chômage - je le dis ici - que je vais agréer». Cette convention a été négociée par les syndicats et le patronat mi-mai, bien que

des points ont été dénoncé par certains syndicats. Ce nouveau texte met en place un système de «droits rechargeables», durcissant le régime des intermittents et des cadres.

Le ministre du Travail a assuré que le nombre de demandeurs d'emplois sans activité sera «le plus près possible des trois millions» vers la fin du quinquennat, contre 3,349 millions actuellement en France. A noter que 132.850 réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (en recherche active disponible et sans emploi), en fin janvier 2014.

Enfin, François Rebsamen a indiqué que «si on veut redonner confiance dans l'économie française il faut dire des choses positives». Ce dernier mise tout sur l'emploi salarié, qui a «dans notre pays a progressé, il progresse chaque année». N'étant par certains de ses prévisions, le ministre a affirmé que «si on n'y est pas (en 2017), on y sera très prochainement, car la pente sera marquée».

Céline Tabou

## Publication de Perspectives Économiques en Afrique 2014 de l'OCDE

### Les économies africaines continueront de monter en puissance

**L'**OCDE indique que l'Afrique va continuer à accélérer le rythme de sa croissance économique. L'organisation estime que le niveau actuel est sans précédent depuis la crise de 2008, ce qui laisse à penser que c'est l'Afrique qui va devenir un des moteurs de l'économie du monde. Précisions de l'OCDE:

Tableau 1. Taux de croissance par région

	2005-09	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
<b>Taux de croissance du PIB, en volume (%)</b>							
Afrique centrale	4.1	5.9	4.4	5.8	3.7	6.2	5.7
Afrique de l'Est	7.1	7.3	6.3	3.9	6.2	6.0	6.2
Afrique du Nord	4.9	4.3	0.3	9.4	1.9	3.1	5.5
Afrique australe	5.2	3.7	3.9	3.3	3.0	4.0	4.4
Afrique de l'Ouest	5.7	7.1	6.9	6.9	6.7	7.2	7.1
<b>Afrique</b>	<b>5.3</b>	<b>5.2</b>	<b>3.6</b>	<b>6.4</b>	<b>3.9</b>	<b>4.8</b>	<b>5.7</b>
Afrique (hors Libye)	5.3	5.1	4.3	4.1	4.2	4.8	5.2
<i>Pour mémoire</i>							
Afrique du Nord (avec le Soudan)	4.9	4.5	0.4	8.9	2.0	3.0	5.4
Afrique subsaharienne	5.6	5.6	5.5	4.9	5.0	5.8	5.9
Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	6.5	6.6	6.3	5.8	6.1	6.8	6.9
Pays exportateurs de pétrole	5.8	5.6	3.0	8.3	3.8	5.0	6.4
Pays importateurs de pétrole	4.8	4.6	4.4	4.0	4.0	4.4	4.8

«L'Afrique pourrait transformer son économie et réaliser une véritable percée en matière de développement à condition de mieux s'intégrer dans la production mondiale de biens et de services, selon les dernières Perspectives économiques en Afrique, publiées à l'occasion des assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement.

Rédigé conjointement chaque année par la Banque africaine de développement (BAfD), le Centre de développement de l'OCDE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le rapport 2014 dresse le bilan d'une Afrique résistante aux chocs intérieurs comme extérieurs et sur le point de connaître une solide croissance économique.

La croissance du continent devrait s'accélérer à 4,8 % en 2014 pour atteindre 5 à 6 % en 2015, des niveaux jamais atteints depuis la crise économique mondiale de 2009. Le rapport salue une croissance économique plus diversifiée, tirée par la demande intérieure, les infrastructures et des échanges de produits manufacturés de plus en plus soutenus à travers le continent.

#### Démographie, urbanisation et ressources naturelles

Le rapport indique qu'une participation plus efficace aux chaînes de valeur régionales et mondiales – ensemble des activités réalisées dans divers pays couvrant tout le cycle de vie d'un produit, de sa conception à sa consommation finale – pourrait servir de tremplin à l'Afrique pour diversifier son économie, mobiliser ses res-

sources intérieures et investir dans les infrastructures critiques. Pour ce faire, le continent doit toutefois éviter de s'enliser dans des activités à faible valeur ajoutée.

Ainsi, par exemple, si les exportations africaines à destination du reste du globe ont augmenté plus rapidement que celles des autres régions en 2012, elles sont restées dominées par les produits de première nécessité qui n'ont pesé que 3,5 % dans les exportations mondiales de marchandise la même année.

Le rapport prend pour l'exemple l'Afrique du Sud qui est parvenue à redresser son industrie automobile de façon remarquable après avoir éliminé les obstacles et proposé des mesures incitatives à l'égard des producteurs de pièces détachées et des chaînes de montage. Il montre également que le développement des chaînes de valeur agroalimentaires dans des pays comme le Ghana, le Kenya et l'Éthiopie a œuvré en faveur de la création d'emplois et a été un moteur pour la croissance économique.

«Fortes d'une démographie dynamique, d'une urbanisation rapide et d'une richesse en ressources naturelles, les économies africaines ont une incroyable carte à jouer. L'enjeu aujourd'hui pour nombre d'entre elles consiste à s'assurer de leur meilleure insertion dans les chaînes de valeur mondiales et de ses retombées bénéfiques pour les conditions de vie de leur population» explique Mario Pezzini, Directeur du Centre de développement de l'OCDE.

«Les politiques publiques doivent s'articuler dans le cadre d'une stratégie ciblée qui encourage une transformation économique et sociale plus équitable, ainsi qu'un développement

rationnel sur le plan écologique», ajoute-t-il.

#### Recul de la pauvreté

Les Perspectives économiques en Afrique soulignent les progrès remarquables réalisés au chapitre du développement humain, qui se traduisent par des taux de pauvreté plus faibles, une hausse des revenus et de meilleurs taux de scolarisation et de couverture médicale.

Elles concluent également que l'obtention de réelles avancées sur le plan du développement humain passe par l'autonomisation des citoyens et la viabilité environnementale afin que tous puissent en tirer parti. L'intégration efficace aux chaînes de valeur des populations pauvres et marginalisées, y compris les femmes, requiert des politiques publiques ciblées et des business models ouverts favorisant l'accès aux ressources productives comme les terres et le financement, un renforcement de la productivité et une résilience accrue des petits producteurs.

«Au moment où l'engagement dans les chaînes de valeur prend de l'essor, des mesures appropriées doivent être mises en place pour atténuer les risques potentiels, comme la volatilité des prix, une concurrence déloyale et une plus grande vulnérabilité», précise Pedro Conceição, Chef économiste du Bureau régional du PNUD en Afrique. «Alors que les réseaux régionaux et mondiaux offrent d'incroyables opportunités, les femmes, les hommes et les communautés doivent pouvoir jouer de leur position de force».

# Otè!

## I di a toué vien trap dépliant po distribié dann marsé forin !

*DIn moman oui di i vo ankor la pinn, dé zour avan zéléksyon?*

*Oui ézit; mé koué va fé; kan i ardi a toué i done dokiman o kont- gout; ti pran ton mal an pasians é ti sava; na osi bann zafis, bann gran zafis, sak i mèt si pano élékto (an fransé); an minm tan! Pran ankor inn tran-tinn, o ka ou do moun mal intansioné la fine aras lé vot, vi ar mèt, «la pasians i géri la gal!»*

*Kat san dépliant norasé?*

*Ti kroï tout domoun i koné i sar voté dimans?*

*Zot i koné na la fèt dé mèr; mé voté? Kél voté? Eropèene?*

*Riink po anons a zot: «dimans obli pa alé voté», sé déza in nafè i vo la pinn.*

*Aprè, ou na lo plézir koz ék domoun: sak ti koné ék sak ti koné pa!*

*Na osi bann adversèr; bann la fine èt tèt de lis po lé minisipal i viinn pasé; ék zinterlokittèr do soi konm sa, toué na in not tip dialog: «mon kandida lavé di li va kontakté bann tit liss o minisipal; la kontak a ou?*

*- Oui ou non, mé sirtou; a mi koné a lu bien».*

*Na osi i réponn a ou: «sa i é, moin la fine pran mon désizion».*

*Ou bien: «vot pokoué? I ser a rien!*

*Mi ar razout: «ankor si i sar di a toué, ék moin ti péyra pi zinpo!?»*

*Sa, sé po fé ri la bous.*

*Lot: «mi vot po toué moin; mi koné a toué».*

*Si non: «sa lé inportan, sa lé pli inportan minisipal, kantonal, rézional...»*

*Donk ou giny in bon pou (=pouls) dla sitiasyon.*

*A moin la mèt a moin délégué, sa sé bien; sof, san moyin dtranspor; na war koman isar tourné,*

*Falé done a moin loto ék sofèr, moin noré té pli kontan! Moin noré mèt mon kravatt! Mi té asiz dérièr?!*

*Labi i fé pa lo moine?*

*I di a toué vien trap dépliant ton kandida! Po marsé forin!*

**Justin**